



## DOSSIER BIG DATA

## Ces hackers que s'arrachent les recruteurs

Contrer les pirates informatiques nécessite des compétences rares sur le marché de l'emploi

**D**ans le petit monde des hackers, attention à ne pas confondre « black hats » et « white hats ». Si les premiers sont des pirates informatiques prêts à toutes les malversations, les seconds, quoique eux aussi spécialistes de l'intrusion numérique, sont dotés de valeurs morales. Des « chapeaux blancs » que se disputent aujourd'hui entreprises, SSII et différents services de l'Etat (armée, services de renseignement, police, justice...) pour faire face à l'explosion des cybermenaces. Avec plus d'une centaine de recrutements par an jusqu'en 2017 pour atteindre un effectif global de 700 personnes, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) est l'un des plus grands recruteurs de white hats. Ce qui assèche encore un peu plus un marché français des experts de la sécurité déjà très tendu.

#### Profils atypiques

Il existe aujourd'hui en France une dizaine d'universités ou d'écoles formant à la cybersécurité. Mais la demande dépasse encore largement l'offre. « Ce sont des profils atypiques, explique Eric Filiol, ancien officier supérieur de la DGSE et actuellement directeur du laboratoire de virologie et de cryptologie de l'école d'ingénieurs **ESIEA**, qui forme chaque année une quarantaine de ces spécialistes. Ils combinent une très bonne base scientifique avec une grande curiosité et un vrai sens créatif. Ce sont des personnalités qui ont su échapper au formatage de notre système

éducatif. » A la sortie de l'école, les diplômés se voient proposer des salaires allant de 40 000 à 50 000 euros annuels... quand ils ne sont pas recrutés à l'étranger avec des rémunérations encore plus élevées. Pour séduire ces orfèvres du bidouillage informatique, tous les moyens sont bons. A l'Anssi, le directeur général Guillaume Poupard se félicite d'avoir réussi à briser la rigidité des grilles de salaire de l'administration publique pour pouvoir attirer certains experts. Chez Lexsi, un spécialiste privé de la cybersécurité qui emploie près de 200 personnes, des primes de cooptation de 2 000 euros sont versées aux salariés qui parviennent de bons profils. Lexsi a aussi mis en place une loterie pour envoyer les nouveaux arrivants à des conférences de hackers en Amérique ou en Asie.

« Beaucoup de recruteurs, privés ou publics, participent aux événements de la communauté des hackers par le sponsoring ou les challenges techniques afin d'y détecter des talents », témoigne Fabien Duchêne, expert en recherche de vulnérabilités à la Silicon Valley. Mais recruter ces hackers est une chose, les garder en est une autre car l'argent est rarement leur motivation première. « Ce sont des passionnés de technologie. Il faut sans cesse leur trouver de nouveaux challenges intellectuels », prévient Fred Raynal, fondateur de Quarkslab, un spécialiste de la cybersécurité.

Dans cette situation de pénurie, pourquoi ne pas recruter des black hats désireux de rentrer dans le rang ? « Cela se faisait peut-être il y

a dix ou quinze ans, mais de nos jours j'ai du mal à croire que ça existe encore », estime Fabien Duchêne. « C'est tout simplement impossible, affirme Jérôme Robert, directeur marketing de Lexsi. Nous sommes mandatés par nos clients pour tester leur sécurité et tenter de s'introduire dans leur système d'information. Nous ne pouvons pas avoir le moindre soupçon sur la moralité de nos experts. » Pour Eric Filiol, l'éthique est aussi un critère primordial de sélection de ses étudiants. « Les armes informatiques sont aujourd'hui des vraies armes de guerre. Dans le monde réel, on ne confierait pas les clés de l'armurerie à un ancien terroriste ou à un ancien malfaiteur », assène-t-il. ■ **DI. G.**

**Les diplômés de l'ESIEA se voient proposer des salaires allant de 40 000 à 50 000 euros annuels**